
Bulgarie: une neutralité active

Eugène Silianoff

Dans toute tentative analysant la situation dans les pays "ex-satellites" d'Europe centrale et orientale, il faut d'entrée de jeu voir la responsabilité des grandes puissances dans l'établissement des frontières des nouveaux pays en 1919. Leurs représentants qui allaient créer une Europe nouvelle sur les bases du droit à l'auto-détermination des peuples, étaient tous des hommes issus du XIXe siècle: Clémenceau, Wilson, Lloyd Georges, sont nés entre 1841 et 1866. L'Europe qu'ils connaissaient était issue du congrès de Vienne dont est sorti la Sainte Alliance consacrant entre autres, le droit des trois Empires à disposer du sort des petites nations. Clémenceau regrettait la disparition de l'Empire des Habsbourg "qu'il eût fallu inventer s'il n'existait pas".

L'exemple le plus frappant des méfaits de cette "politique des congrès" est bien l'incroyable désinvolture du dépeçage des peuples de l'Empire austro-hongrois. Le pays qui s'agrandit le plus fut la Serbie, le plus petit état des Balkans (moins de 3,5 millions d'habitants avant la deuxième guerre balkanique de 1913) qui se vit attribuer toute la Slovaquie, la Croatie catholique plus le Monténégro) passant ainsi à 16 millions d'habitants. Il est vrai qu'on offrit aussi à la Roumanie toute la Transylvanie avec une population purement magyare (un tiers du territoire de la Hongrie). Tout cela pour que la France puisse organiser la petite Entente, pièce maîtresse de son cordon humanitaire contre l'Allemagne.

Au lendemain de la désagrégation des satellites de l'URSS, on a voulu expliquer les revendications ethniques comme la résurgence du "nationalisme". La trouvaille des médias, brièvement résumée, a été que la disparition du communisme a laissé un vacuum idéologique suscitant, comme passion politique de remplacement, les nationalismes, le racisme

et les conflits inter-ethniques. Or, ce n'est pas de nationalisme qu'il s'agit, mais dans la quasi totalité des cas, d'autonomie et de droits de nations minoritaires bafoués.

Le cas de la Serbie est différent. Bien sûr, il existe des enclaves serbes un peu partout dans les "ex Etats fédératifs", héritage de la Yougoslavie de Tito. Mais dès le premier jour, Belgrade a vu dans la disparition de celle-ci, l'occasion de réaliser le rêve d'une nouvelle grande Serbie. Le prétexte ethnique était totalement absent lors de l'attaque militaire chauviniste de Milosevic contre Dubrovnik. L'objectif poursuivi était de s'assurer un accès à la mer Adriatique. Il est essentiel d'établir clairement les origines du conflit actuel. Au départ, il s'agit d'une agression de la Serbie.

La Bulgarie, îlot de stabilité dans les Balkans

Quelle est la position de la Bulgarie par rapport au conflit et en prévision des troubles menaçant le Kosovo et la Macédoine? Il faut souligner un fait nouveau: pour la première fois dans son histoire contemporaine, la Bulgarie se présente comme le seul pays dans la région des Balkans à ne pas avoir de problème ethnique majeur. La parenthèse de l'exode forcé des Turcs, dû uniquement à la politique démentielle de Todor Jivkov qui voulait créer une "nation socialiste bulgare unifiée", est aujourd'hui définitivement close. Mais le grand changement est celui de l'évolution du problème de la Macédoine.

Durant trois quarts de siècle, le retour de la Macédoine à la mère patrie avait été la revendication majeure et le but dominant de la politique extérieure de la Bulgarie moderne, après que le traité de Berlin en 1878 eut remis la totalité du territoire macédonien sous la coupe du Sultan. C'était, selon l'expression consacrée, "l'idéal national" de tous les Bulgares, mots prononcés avec ferveur. C'est la libération de la Macédoine qui est précisément le but formulé du traité d'alliance balkanique entre les trois pays chrétiens orthodoxes: Bulgarie, Serbie et Grèce, qui fut suivi de la première et de la seconde guerre balkanique (1912-1913). Enfin, après avoir été expulsée des territoires qui lui avaient été alloués par le traité, la Bulgarie a choisi le camp des puissances centrales (Allemagne, Autriche, Hongrie) durant la grande guerre.

Le problème de la Macédoine est entré dans une phase nouvelle et a lentement évolué après la création de l'Etat fédéral de Tito. A l'instar des autres peuples de la monarchie autoritaire des Karageorgevic, les Macédoniens ont été reconnus comme une nation dotée d'un Parlement et d'un gouvernement à Skopje. Un cadre du Parti communiste

macédonien occupait par alternance le poste de président de république à Belgrade, l'Eglise n'étant plus sous la férule du patriarche de Serbie. Bien sûr, le fédéralisme de Tito était de pure forme, l'autonomie octroyée à la Macédoine avait pour but de balancer l'agressivité de la Serbie et le système fédéral s'est maintenu du vivant de Tito parce que c'était en fait une dictature qui a duré quarante ans. Une langue littéraire macédonienne a été créée de toute urgence dès 1947 par une commission spéciale nommée par Tito qui lui ordonna de faire diligence. L'histoire de la Macédoine a été ressuscitée, des pièces de théâtre exaltaient son passé glorieux qui était jusque-là le passé d'une région du premier royaume de la Bulgarie médiévale. Pour comprendre l'impact de cette politique sur la population, il suffit de rappeler qu'entre les deux guerres, les mots mêmes de "Macédoniens" et de "Macédoine" étaient bannis. L'appellation imposée était celle de Serbie et Serbe du Sud et tout homme qui osait se déclarer Bulgare ou Macédonien était roué de coups dans les officines de la police de Belgrade.

Le problème macédonien et la Bulgarie d'aujourd'hui

Dans toute analyse de la situation en Bulgarie, le problème de la Macédoine demeure parmi les plus complexes bien qu'il ait perdu son caractère territorial revendicatif dès l'avènement du communisme en Bulgarie. Mais s'il ne se pose pas aujourd'hui en ces termes, il risque de resurgir immédiatement si l'agression serbe s'étendait au Kosovo et en Macédoine.

La position de la Bulgarie au sein des pays balkaniques a fondamentalement changé depuis les événements de l'automne 1989. Entre les deux guerres, elle a été un pays isolé, entouré de voisins hostiles qui s'étaient unis dans l'entente balkanique délibérément et uniquement dirigée contre elle et dont le but était de neutraliser toute velléité de récupérer ses terres perdues. Tout comme la Petite Entente création de la France, qui devait assurer le respect du statu quo en Europe Centrale contre tout révisionnisme, notamment celui de la Hongrie dont la devise nationale était un cri de ralliement contre le traité de Trianon: "*Non, non, jamais!*"

La Bulgarie, elle, avait abandonné tout révisionnisme actif pour mettre ses espoirs dans une modification des clauses les plus intolérables du traité de Versailles par la voie de la révision prévue par le traité lui-même dans son article 47. Son peuple de paysans naïfs n'était pas encore guéri des illusions sur les grandes puissances, monstres froids, impitoyables envers les humbles, qu'il s'obstinait à considérer comme de généreux défenseurs des principes qu'elles ne cessaient de proclamer. La France était le pays le plus résolument hostile à la

Bulgarie ne lui pardonnant pas son alliance avec l'Allemagne durant la Première guerre, la monarchie britannique témoignait d'une certaine bienveillance envers le Roi Boris III dont elle appréciait les efforts, mais Churchill vouait à la Bulgarie une haine tenace. Son économie ruinée par la guerre, était devenue précaire et mettait la Bulgarie au dernier rang des pays balkaniques. L'avènement du régime communiste n'améliora pas son image ternie par sa réputation d'être devenue un fidèle satellite de Moscou et par le stalinisme pur et dur du parti communiste bulgare. L'absence de révoltes comme ce fut le cas avec les événements de Berlin Est, de Belgrade ou de Prague, a détourné l'attention de l'opinion internationale de la Bulgarie qui est restée, avec l'Albanie, l'Etat le plus mal connu du monde communiste.

Les bouleversements de 1989 puis le conflit qui déchire l'ex-Yougoslavie ont, depuis, changé sa situation. La Bulgarie s'est libérée du régime de Todor Jivkov, champion de la durée au pouvoir, par une "révolution douce" (en réalité un complot du sérail) contrastant avec la brutalité de l'élimination du dictateur roumain.

L'opposition s'est organisée dans une multitude de groupements, associations et partis politiques formant l'Union des forces démocratiques (UFD) qui a courageusement lutté contre le parti communiste fort et bien structuré qui avait réussi à obtenir la majorité des mandats lors des premières élections législatives. Un parti qui continue à s'implanter dans toute l'administration et s'efforce de dominer l'économie du pays.

Il n'est pas question d'analyser ici la situation intérieure ni la politique intérieure du Président de la République Jelio Jeleu et de son "gouvernement d'experts" en butte aux violentes attaques de l'opposition de l'Union des Forces Démocratiques dont il fut lui-même le premier leader. L'action de celle-ci a pris, par moment, un tour dramatique: une grève de la faim d'un groupe de 39 députés, avec à leur tête le président du parlement, puis celle d'un intellectuel en vue, menaçant de la poursuivre jusqu'au bout et la démission fracassante du vice-président de la République, Blaga Dimitrova considérée comme la plus grande poétesse bulgare.

Du point de vue de sa situation extérieure, la Bulgarie apparaît, pour la première fois, comme le pays le plus stable de la région. Son image est, sans conteste, meilleure que celle de la Roumanie, de même que les conditions de vie de ses habitants; et il est à peine besoin de mentionner l'ex-Yougoslavie, avec le danger de l'extension de la guerre au Kosovo et dans la république de Macédoine.

Cette stabilité face aux difficultés de sa voisine de l'ouest s'appuie d'abord sur la volonté du gouvernement de Sofia de s'abstenir de toute forme d'intervention dans le conflit; volonté maintes fois réaffirmée par le président Jeleu et partagée par une large majorité de l'opinion comme par les partis d'opposition, malgré les violents affrontements de politique

intérieure. Instruite par les tragédies du passé, la Bulgarie ne cherche pas à profiter du conflit pour s'immiscer dans les affaires intérieures de la Macédoine ni même à chercher un rapprochement particulier avec tel ou tel Etat de la région. Elle s'efforce, au contraire, de poursuivre de bonnes relations tous azimuts avec ses voisins. Ainsi, Sofia n'a cessé d'intensifier ses échanges avec la Turquie malgré la crise de l'exode des musulmans de Bulgarie et avec la Grèce bien qu'elle ne puisse accepter la position intransigeante d'Athènes dans la querelle concernant le nom de la Macédoine. Vis à vis de celle-ci, on observe le même effort d'intensification des échanges et des relations culturelles, sans l'ombre d'une résurgence des revendications territoriales, tout en refusant toute prétention du même ordre de la part de la Serbie et de la Grèce, ainsi que — cela va sans dire — de la part de la Macédoine elle-même concernant la région bulgare du Pirine que la propagande serbe présente comme une terre peuplée de Macédoniens. La vérité est que cette région, peu étendue, a fait partie de la principauté de la Bulgarie dès sa fondation en 1878, et que l'inique traité de Berlin qui a réduit à la portion congrue son territoire l'avait incluse dans ses frontières étriquées. Elle y est restée après les conséquences désastreuses de la seconde guerre balkanique et même le traité de Neuilly (1919) n'y a pas touché sauf pour consentir à l'Etat des Serbes, des Croates et des Slovènes naissant des corrections de frontières "stratégiques", lui offrant deux petites régions où l'on ne pourrait trouver que quelques dizaines de Serbes.

Aujourd'hui Belgrade s'efforce de justifier les assauts de son "macédonisme" ressuscité par la prétendue défense d'une "minorité macédonienne" dont les droits seraient violés. Par ailleurs, le parti communiste bulgare de la région a créé une organisation à sa solde usurpant le nom "Iliden" de l'ancienne "Union des fraternités macédoniennes". Il est possible que l'existence d'une république de Macédoine indépendante puisse encourager des poussées irrédentistes mais cela ne saurait dépasser en période de calme les limites d'une polémique soutenue par la propagande étrangère. La question se poserait différemment en cas de conflit armé, dans le voisinage direct des frontières bulgares.

Ouvrons ici une parenthèse pour signaler les rumeurs apparues récemment concernant un revirement de l'attitude de la Bulgarie dans un sens plus favorable à la Serbie. De source officielle, on déclare que la position du gouvernement n'a aucunement changé quant à la responsabilité de la Serbie dans le déclenchement du conflit armé: Milosevic reste le grand coupable. Cependant, l'embargo suscite un mécontentement croissant dans l'opinion. Dans les derniers sondages, la Bulgarie est citée comme la plus grande victime des sanctions imposées à la Serbie parce qu'elles ont brutalement interrompu à sa naissance le commerce prometteur naissant avec la Macédoine et celui déjà existant

avec la Serbie et les autres républiques de l'ex-Yougoslavie. La Bulgarie n'a pas cessé d'appliquer scrupuleusement l'embargo, malgré la récession économique mais l'opinion a de plus en plus l'impression qu'elle est la seule parmi les pays balkaniques à avoir eu la naïveté de le faire.

A cela on doit ajouter la profonde déception face à la passivité de la communauté internationale, et en particulier de la Communauté européenne. Rien n'a été plus douloureusement ressenti dans ces pays que l'absence de la moindre mesure tendant à arrêter l'avance de l'agresseur dès le début, lorsque cela était encore possible. Aujourd'hui, la conviction est fermement établie qu'à nouveau les grandes puissances d'Europe, et surtout la France, ont poursuivi en Croatie, puis en Bosnie, une politique d'attentisme encourageant l'agresseur. Ce lâche abandon rappelle douloureusement aux peuples touchés de près par le conflit et alarmés par son éventuelle extension, la situation à la veille de la dernière guerre et la trahison de Munich.

Malgré tout, la position de la Bulgarie demeure claire, et c'est là peut-être le seul point sur lequel on constate un accord total entre le pouvoir, l'opposition et l'opinion publique dans son ensemble. En ce qui concerne plus particulièrement l'attitude de celle-ci à l'égard du problème de Macédoine, on doit citer ici le titre d'un article tout récent d'un historien connu: "Macédonien, cela signifie bulgare de Macédoine et rien d'autre". L'auteur en est Valentin Kitanov, vice-recteur de l'Université de Blagoevgrad, principale ville de la région de la Macédoine du Pirine. Pour le lecteur non averti, cela rend de prime abord un son quelque peu provocateur, et appelle un commentaire: la formule citée correspond à un passé historique qui remonte à l'époque de la Deuxième guerre, donc déjà lointaine, et a des conditions totalement différentes, mais elle apparaît aussi juste aujourd'hui si on lui donne un sens restrictif: jusqu'au lendemain de la Deuxième guerre mondiale, elle exprimait une conviction profonde, c'était aussi une évidence.

Le pourcentage des personnalités bulgares de Macédoine appartenant à l'élite politique, économique, culturelle dépasse largement le pourcentage des Bulgares de Macédoine par rapport à la population bulgare globale: présidents du Conseil, nombreux ministres et députés, hauts magistrats, à l'exemple du président actuel de la Cour suprême Tatartchev, descendant d'une grande famille de révolutionnaires macédoniens de la fin du siècle dernier...

Ce qui me paraît plus significatif, c'est que le plus grand ouvrage historique inégalé jusqu'à l'époque actuelle, sur le début de la Bulgarie moderne, est l'oeuvre d'un éminent écrivain et diplomate bulgare, Simeon Radev, originaire macédonienne, de même que la seule histoire complète de la lutte de libération macédonienne est l'oeuvre d'un fils de parents d'Okhrid, émigrés à Constantinople à l'époque des répressions

sanglantes à la fin du siècle dernier. Vous auriez stupéfié chacun de ces milliers de personnages en leur disant qu'ils sont autre chose que des "Bulgares de Macédoine". "Ils parlent et écrivent une langue bulgare parfaite et s'ils connaissent l'existence du dialecte de leurs régions, aucun n'aurait songé qu'il y aurait un jour une langue littéraire macédonienne.

Doit-on insister encore sur le fait qu'il n'y a dans l'exposé de cette thèse nulle autre intention que de rappeler un état de fait, un moment du passé, une conviction commune à tous les Bulgares. Il n'est aucunement question d'établir l'origine de la population de la Macédoine ou de prouver qu'elle est bulgare. Il est question simplement de rappeler et d'admettre qu'une croyance à laquelle on adhère de tout son être constitue une réalité psychologique et politique.

Aujourd'hui, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts de Vardar et de la Strouma et les conditions ont totalement changé. Tout ce que la Bulgarie souhaite, c'est qu'on la reconnaisse. Si une conscience de nation macédonienne est née entre-temps, ce sera une autre "réalité psychologique", que la Bulgarie devra admettre.

Eugène Silianoff est journaliste et a été diplomate bulgare jusqu'en 1947.